

«*Anti.Mythes*» a reçu une lettre anarchiste...

... du père CUTEUR, toujours à propos des amis de la dictature du prolétariat!!!

QUAND L'EMPIRE ATTAQUE, CEUX QUI ONT REFUSÉ D'ÊTRE ENVAHIS N'ONT-ILS PAS, SELON LE DOGME IMPÉRIAL, BIEN MÉRITÉ DE L'ÊTRE!

le 1^{er} vendémiaire 233 - 22 septembre 2024,

Mes chers amis, mon cher Anti.mythes,

Je m'étais arrêté, dans ma lettre précédente, à la prise du pouvoir par l'engance bolchevique.

Cette prise de pouvoir n'appela pas une révolte des populations de l'Empire contre le coup-d'État, ni pour la défense des prérogatives institutionnelles de l'*Assemblée constituante*, ni pour un retour au pouvoir tsariste.

La guerre «*civile*» qui s'en suivit nécessita que les forces sociales prissent fait et cause: - soit pour la réforme agraire et la socialisation de l'industrie, - soit pour le maintien ou le retour à la propriété capitaliste et féodale. Les questions nationales n'auraient, vu de l'extérieur, pas été dominantes, mais, pour les populations concernées, le problème leur semblait a posteriori bien différent.

Dans le premier cas, il s'agissait de défendre les prérogatives économiques et l'autonomie des soviets et autres organismes de producteurs, - y compris les syndicats, - même en partie bolchevisés, et tenter de poursuivre la révolution (1); dans le second, d'appuyer les forces militaires prenant fait et cause pour la restauration. Il n'y avait pas de place pour la défense ou la promotion de l'*Assemblée constituante*, même si celle-ci représentait à sa façon, si on additionne toutes ses composantes se revendiquant du socialisme politique, les revendications fondamentales des populations de l'Empire: «*La terre aux paysans, les usines aux ouvriers, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*» (2).

On eut donc: - d'un côté cette «*Armée rouge*» composée d'une partie importante de l'armée issue de la mobilisation pour la guerre étrangère, jusqu'à la plus haute hiérarchie parfois (voir plus loin de quelle façon); - de l'autre essentiellement des forces issues ou constituées à partir des forces étrangères présentes sur les périphéries de l'Empire, notamment grâce au traité de Brest-Litovsk.

La volonté révolutionnaire des populations les amena à opter pour l'*Armée rouge* plutôt que pour l'*Armée blanche*, l'«*option*» ne constituant pas forcément une «*adhésion*».

Du Pouvoir acquis par le coup-d'État, d'abord dans les centres politiques de l'Empire, - Petrograd et Moscou, - le *Parti bolchevik* l'étendit progres-

sivement jusqu'aux frontières possibles, au gré de la volonté des populations de combattre avec eux la réaction pro-tsariste, ou par la seule action des populations de mener eux-mêmes le combat, la *Tchéka* s'installant sitôt les positions militaires consolidées pour y asseoir la dictature nouvelle.

Seule, ou presque, «*l'armée au drapeau noir*» dite «*makhnoviste*» constitua une exception. En Ukraine, bien que contrainte de s'allier avec l'*Armée rouge* à deux reprises, avant de se faire terner dans le dos... à deux reprises, elle représenta la réalité de la révolution, l'*Armée rouge*, elle, la réalité de la contre-révolution (3). Les populations d'Ukraine payent encore aujourd'hui l'audace révolutionnaire des révoltés de cette époque.

(1) La poursuite de la révolution sociale nécessitait la fin de la contre-révolution bolchevique. Commencée, du point de vue étatique par la prise du *Palais d'hiver*, mais fondamentalement précédée, du point de vue social, par l'assujettissement des organismes économiques révolutionnaires (mis en place par les producteurs eux-mêmes) à la nécessité de l'établissement de la dictature nouvelle, sa mise en cause ultérieure s'appuiera sur les mots-d'ordre: «*soviets débarrassés des partisans*», «*société débarrassée des polices*».

(2) Un siècle plus tard, une branche des «*marxistes-léninistes*», des «*trotskystes*», fait toujours sienne la revendication d'une *Assemblée constituante*. On peut légitimement en conclure qu'ils optent toujours, derrière ce mot-d'ordre, pour une prise du Pouvoir par un coup-d'État; à moins que, les âges pesant sur les Hommes, ils optent individuellement pour une place bien assise et rémunérée, dans les antres du Pouvoir en place, quel qu'il soit, et où qu'il soit! Mais, méfiez-vous quand-même! Si vous voyez une de ces engances affirmer qu'elle a gagné, par exemple les élections législatives de 2024 en France, faites bien les comptes. En effet, les *Néo-frontistes-populeux* ont totalisé 28,84% des suffrages exprimés au 1^{er} tour - soit 18,74% des inscrits, et 26,68% au 2nd tour - soit 16,80% des inscrits. Quelle victoire? L'exigence d'un gouvernement opérant par décrets, contrairement à la Constitution, appuyée par des manifestations (émeutières?) de rue, pourrait bien apparaître comme une tentative de coup-de-force post-électoral! Hélas! les troupes (à ne pas confondre avec les votants) font défaut. Et celles du *Tovaritch POUTINE* sont bien occupées ailleurs!!!

(3) Il y a eu une révolte conséquente dans les régions de Tambov et environnantes. La personnalité de l'un de ses responsables, Alexandre ANTONOV, est certes connue, mais la narration de ces événements par les révoltés eux-mêmes n'existe pas, semble-t-il, aucun protagoniste important n'étant parvenu à l'étranger à la fin de ceux-ci.

Avant de passer à nos réflexions annoncées, un petit mot sur la «*terreur*»!

Quiconque combattait sous un drapeau ou un autre le faisait-il librement?... ou le «*sauver-sapeau-avant-tout*» n'amenait-il pas à prendre des positions étranges, et des risques de toutes sortes?

Écartons les formations miliciennes, issues des organismes révolutionnaires mis en œuvre par les populations gérant, elles-mêmes, la défense de leur révolution, leurs membres étaient des volontaires.

Laquelle des deux «*terreurs*», la «*blanche*» et la «*rouge*», était-elle pire que l'autre?

N'étant pas à même, ni n'ayant l'envie, le goût ou la capacité, de tenir la comptabilité morbide de leurs œuvres respectives, je me bornerai à noter un fait propre à la «*rouge*»: la pratique institutionnelle des otages.

Les officiers de l'ex-armée tsariste fuyant en nombre vers l'étranger et les «*armées blanches*», ceux qui ne le firent pas eurent leurs proches pris comme otages. On peut penser que ces officiers n'en devinrent pas pour autant «*mamoureusement*» bolcheviques; on peut penser également qu'ils n'avaient pas une sympathie éhontée pour la racaille sociale, dont les moujiks.

Les otages n'étaient pas emprisonnés, ils étaient aussi libres que tout un chacun sous le régime de la *Tchéka!* Leurs noms et adresses étant publics, les individus concernés étaient exposés en permanence à la vindicte... de n'importe qui, au nom de l'État, ou en nom propre. Une technique terrorisante qui fit bien des émules...

L'encadrement des trouffions de l'«*Armée rouge*» était donc constitué d'ex-officiers n'envisageant pas de ne plus l'être, et surtout de continuer leur carrière et d'assurer leur rang social! On peut deviner le zèle qu'ils mirent à la tâche!!!

Examinons les situations des populations de l'Empire qui vécurent alors «*bon-gré, mal-gré*», en des États nouveaux, dans ou hors de «*l'U.R.S.S.*».

Avant de continuer l'étude des conflits guerriers qui suivront le traité de Brest-Litovsk jusqu'à nos jours, rappelons quelques considérations fondamentales quant aux termes utilisés ensuite:

- les termes «*Peuple*» ou «*Nation*» seront exclusivement pris selon la définition d'Ernest RENAN: une «*communauté de destin choisie*», au sein de laquelle les contradictions sociales sont appelées - ou pas - à se régler;

- en dehors des situations bien définies comme ci-dessus, j'utiliserai tout simplement le terme de «*population*»;

- les «*armées*» sont des forces militaires mises en œuvre par les «*États*» ou les aspirants au «*Pouvoir étatique*»;

- dans le cas des «*population révoltées*» organisant leur défense, et n'envisageant évidemment aucune conquête territoriale ni assujettissement de populations, le terme «*armée*» sera utilisé avec

circonspection et justification, seuls les contraintes d'ordre stratégique légitimant des contraintes militaires, dans certaines limites.

Le premier État à s'émanciper de l'Empire fut la Finlande. Antérieurement à 1809, elle faisait partie du *Royaume de Suède*. Elle n'aura été rattachée, sous «*union personnelle*» à l'Empire qu'un siècle environ, gardant ou créant ses propres institutions politiques (suffrage universel des deux sexes dès 1906!). Le «*fait national*» finlandais était une réalité que les tentatives de russification ne parvinrent pas à réduire durant le 19^{ème} siècle.

Lors des élections parlementaires d'octobre 1917, les socialistes perdent la majorité au Parlement. Après le coup-d'État bolchevique à Petrograd (7 novembre), un coup-d'État pro-bolchevique est fomenté à Helsinki le 16 novembre, alors qu'une grève générale politique y sévit du 14 au 19; il avorte. Le 6 décembre 1917, le *Parlement de Finlande* proclame l'indépendance. Elle est reconnue par la *République socialiste fédérative de Russie* et l'*Empire allemand* le 4 janvier 1918.

La crise politique opposants les partis conservateurs et socialistes finlandais s'aggravant, les «*gardes blanches*» et «*gardes rouges*», milices d'auto-défense constituées durant l'année 1917, deviennent des «*armée blanche*» et «*armée rouge*», protagonistes d'une guerre civile se déroulant du 27 janvier au 15 mai 1918.

Côté «*blanc*» interviendront également des forces régulières allemandes et suédoises; côté «*rouge*», la *Russie bolchevique* a fourni l'armement, mais ne pouvait pas intervenir en vertu de l'armistice du 6 décembre, préambule des discussions ouvertes le 22 décembre et conclues par le traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918; les régiments de l'armée impériale russe encore présents en Finlande (60.000 hommes) n'intervinrent que pour 6 à 10.000 d'entre-eux, dont 4.000 seulement en première ligne.

Au total, 1,2% de la population finlandaise perdit la vie, dont 75% d'entre-eux dans le camp rouge.

De sa victoire à l'est l'*Empire allemand* tira la puissance politique et économique pour imposer à la Finlande un roi, cousin de l'Empereur. Cette domination tomba lors de la défaite de l'*Empire allemand* à l'ouest, le 11 novembre 1918.

Si, le 17 juillet 1919, le Parlement finlandais, en adoptant une *Constitution républicaine parlementaire*, constituait une *Nation finlandaise*, il fallu attendre cependant l'année 1927 pour que les derniers prisonniers condamnés en 1918 soit enfin libérés.

Le 21 janvier 1932, un *Pacte soviéto-finlandais de non-agression* est conclu, confirmé le 7 avril 1934 pour dix ans (31 décembre 1945), et unilatéralement rompu par l'*Empire russe* le 28 novembre 1939. Le 30 novembre l'*Empire* attaque. Le traité de Moscou qui met fin à cette guerre, le 13 mars 1940, malgré l'échec russe, aboutit à des conces-

sions territoriales finlandaises: la Carélie, dont la ville industrielle de Vilipuri (Vyborg), devient russe, l'ensemble de sa population est expulsée vers la Finlande (entre 400 et 500.000 individus).

L'objectif final: l'annexion de la Finlande, ne sera plus jamais atteint, la *Nation finlandaise* ne veut pas rentrer dans l'*Empire*. Mais l'Histoire ne s'arrête pas là.

Revenons un peu en arrière. Le 23 août 1939 était signé le pacte de non-agression germano-soviétique. Le 1^{er} septembre l'*Empire allemand* attaque, le 17, c'est l'*Empire russe*. La Finlande faisait partie des zones dont le second pouvait s'emparer, la tentative a commencé le 30 novembre. Les Finlandais s'en souviendront, comme ils se souviendront aussi que l'*Empire britannique* et l'*Empire français* lui ont fait faux-bond à cette étape, et comme ils se souvenaient toujours que ces deux derniers ne les avaient pas soutenu contre le nouvel *Empire russe* en 1918.

Les *Empires démocratiques* (ni les États scandinaves) ne leur ont jamais été d'une aide quelconque contre les *Empires dictatoriaux*. Aussi lorsque l'*allemand* attaqua le *russe*, le 22 juin 1941, les finlandais n'eurent aucun complexe à attaquer le *russe*, avec une aide matérielle de l'*allemand* tout de même, le 25 juin 1941, et restèrent ainsi belligérants de fait du côté de l'*Axe* jusqu'au 19 septembre 1944.

Cette guerre dont le but était d'empêcher l'*Empire russe* de mettre en cause leur indépendance (et éventuellement de récupérer les territoires perdus en conclusion de la guerre précédente), seuls les finlandais peuvent y porter un jugement de valeur; les procès pour crimes de guerre qui se sont déroulés en 1946 sous la contrainte russe valent-ils jugement de l'Histoire? Faudrait-il encore que ceux qui exigèrent ces procès rendissent des comptes pour ceux qu'ils commirent de leur côté, également.

La situation de la Finlande, du début de la guerre froide jusqu'à l'effondrement de l'U.R.S.S., est celle d'une neutralité contrainte au seul bénéfice de l'*Empire russe*, nommée péjorativement «*finlandisation*». Elle cessa à l'effondrement de l'U.R.S.S., qui fut également l'effondrement du *Parti communiste de Finlande*, succursale principale de l'*Empire déchu*, qui avait été imposé à quasi toute coalition politique pendant cette période.

En 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Parlement de Finlande rompt avec cette soumission forcée et décide de choisir ses alliances internationales à son gré, pour la première fois depuis son indépendance formelle.

Changeons de continent et de contexte.

La Mongolie s'est-elle émancipée au moment de la «*révolution bolchevique*»?

Son propre empire avait péri depuis plusieurs siècles, au profit des empires limitrophes: turc, russe, japonais et chinois. Au moment examiné, ce

sont les *Empires chinois, japonais et russe* qui s'intéressent à cette région.

Comme en maintes circonstances, ce sont les effondrements des empires qui permettent les émancipations des *Peuples* ou *Nations*. Ces effondrements n'étant que rarement concomitants, il en reste toujours un pour tenter de s'agrandir au détriment d'un autre, et la Mongolie est un cas extrême de cette situation.

La débâcle russe lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 a affaibli l'*Empire russe* dans cette région. La révolution chinoise de 1911 y a affaibli à son tour l'*Empire chinois*. Ce qui fut nommé longtemps «*Mongolie-extérieure*» proclama son indépendance en 1911, mais resta sous influence russe. A la faveur de la reconquête de ses territoires asiatiques, le nouvel *Empire russe* en confirma l'indépendance en 1923, en réalité en fit un protectorat.

Le *Pacte de non-agression russo-japonais* signé le 13 avril 1941 protégea la Mongolie de l'*Empire japonais*, mais elle fût de fait entraînée dans la guerre déclarée le 9 août 1945 par l'*Empire russe* contre l'*Empire japonais*.

Il resta cependant quelques visées de l'*Empire chinois* reconstitué sur la Mongolie, après la défaite de l'*Empire japonais*. Dans un premier temps, le gouvernement nationaliste du *Kuomintang* exigea un référendum; sans inquiétude pour l'*Empire russe*, avec 98% de participation et presque autant de vote pour «*l'indépendance*»... l'*Armée rouge* russe confirma... la volonté mongole d'indépendance le 20 octobre 1945. Mais le gouvernement maoïste qui pris le pouvoir en 1949 réaffirma, après sa rupture avec l'*Empire russe*, dans les années 60, sa volonté d'*Empire chinois*... de récupérer les territoires perdus depuis la fin de sa splendeur passée!!! Ce ne fut que la perspective de reconnaissance par l'*Empire américain* qui le fit s'en abstenir définitivement.

Il ne restait plus à la *Nation mongole* qu'a se libérer de la «*protection*» de l'*Empire russe*. Il fallait bien pour cela que ce dernier s'effondre.

Si, pour sa propagande en direction des «*Peuples*» auxquels l'*Empire russe bolchevique* promettait toute la liberté possible, le cas de la Mongolie indépendante de l'U.R.S.S. constituait une vitrine, il ne le devait qu'au peu d'intérêt économique que présentait à l'époque cet État en regard à ceux de l'ouest.

Les années 90 virent la *Nation mongole* débiter son existence autodéterminée, quand tous les *Empires* ne surent plus ou ne purent plus la mettre sous leur tutelle.

De même que celui de la Finlande, le sort des républiques baltes ne pouvait échapper à ce que, en d'autres lieux, les imitateurs impériaux des bolcheviques nommèrent: leur «*espace vital*».

Ainsi, l'Estonie, proche géographiquement, cultu-

rellement et industriellement de la Finlande, a subi les mêmes tutelles nordiques qu'elle, avant de devenir un espace de colonisation allemande, dont l'*Empire russe* s'empara au début du 18^{ème} siècle sans mettre en cause les pouvoirs économiques et politiques de la noblesse allemande.

L'émancipation politique des populations estoniennes débuta au milieu du 19^{ème} siècle par l'affirmation du fait national: développement de la langue estonienne (enseignement, presse, littérature...), réappropriation foncière par achat des terres, conquête du pouvoir dans les institutions locales. L'*Empire russe* tenta une «*russification*» au détriment de l'allemand et de l'estonien (comme en Finlande), à laquelle riposta la population estonienne par une accentuation de la conquête des pouvoirs publics, au détriment de l'aristocratie allemande, la bonne alliée de l'*Empire russe*.

Quand débuta la révolution en 1905 dans l'*Empire russe*, un *Congrès national* estonien posa les bases institutionnelles d'un territoire national autonome et exigea l'arrêt de la *russification*. Quand la révolution reprit en février 1917, l'autonomie institutionnelle de l'Estonie fut accordée par le *Gouvernement provisoire*, et une *Assemblée provinciale* fut élue. Un coup-d'État bolchevique, en novembre 1917, aboutit à la dissolution de l'*Assemblée provinciale*; un *Comité de Salut public* organisa la lutte contre les nouveaux tenants de l'*Empire russe*, et, sitôt ces derniers hors du territoire estonien, il proclama l'indépendance le 24 février 1918.

Cependant, l'*Empire allemand*, du 17 octobre 1917 au 4 mars 1918, envahit l'Estonie, mettant fin à l'indépendance. Avec les restes de l'aristocratie allemande, il prépare le rattachement, en nom personnel, à l'Empereur d'Allemagne. A la chute de l'*Empire allemand*, le 11 novembre, l'Estonie retrouve son indépendance.

Dès le 22 novembre, le nouvel *Empire russe* tente de reprendre le contrôle des territoires estoniens. Hélas pour lui, il perdit cette guerre et, par la signature du traité de Tartu, le 2 février 1920, il dut en reconnaître l'indépendance.

Durant cette guerre, les armées estoniennes ont été soutenues par des armées de l'*Entente*, et des armées *russes-blanches*, ne voulant, toutes, que la restauration tsariste... Or, le traité de Tartu constituait de fait la reconnaissance du nouvel *Empire russe* par l'Estonie. Cruel dilemme!

En vertu du *Pacte germano-soviétique* du 23 août 1939, l'Estonie, classée dans la zone d'influence russe, se vit imposer, à partir du 24 septembre, une sorte de protectorat très intrusif. L'*Empire russe* se dispensait ainsi d'ouvrir un nouveau front militaire en sus des fronts polonais et finlandais. Le 17 juin 1940, cette situation se transforma en une occupation militaire totale, le 6 août 1940 en une annexion.

Du 22 juin 1941 (*opération Barbarossa*), à la fin octobre 1941, l'*Empire allemand* envahit l'Estonie.

qu'il intègre au *Commissariat impérial des Terres de l'est (Reichskommissariat Ostland)*, avec la Lettonie et la Lituanie.

Du début de l'année 1944 au mois de novembre, l'*Empire russe* reconquière l'Estonie.

Ce n'est qu'à proximité de l'effondrement de l'*Empire russe* que, après des élections libres, le *Parlement de l'Estonie* adopte une *Déclaration de souveraineté* le 16 novembre 1988. C'est en mars 1991 qu'un référendum entérinera l'indépendance complète par 78,4% des suffrages exprimés. La République sera proclamée le 20 août 1991, soit pendant le coup-d'État des «*vieux sbires du K.G.B.*».

Entre-temps, le très libéral Gorbatchev n'admettant par les velléités d'indépendance des États baltes tentait de reprendre les choses en main par un coup-d'État. En janvier 1991, l'armée russe envahissait l'Estonie; la population l'empêcha d'atteindre ses buts par moult barricades et cordons humains. D'Estonie, l'armée russe repartit. Il y eut quelques affrontements le 21 août 1991 et les jours qui suivirent le coup-d'État des «*vieux-sbires du K.G.B.*», à Moscou, sans suite.

A compter de ce moment, cette *République estonienne*, qui bénéficiait toujours de la reconnaissance internationale occidentale de 1918, retrouva toute ses prérogatives en matière de choix de son destin en tant qu'expression de la *Nation estonienne*.

La population d'Estonie a, du fait des *Empires allemand et russe*, subi des modifications importantes depuis la première indépendance. La population «*allemande*» a quasiment disparu. Le pourcentage de population «*russe*» a augmentée après chaque invasion par la volonté de cet empire «*d'assimiler*» les populations autochtones, et d'en déporter la partie dont il ne voulait pas. Il semble que, depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, les populations russophones «*s'estonisent*», souhaitant sans doute «*s'assimiler*» plus fortement, et s'émanciper des tentatives de manipulations du dernier *Empire russe* en date.

La Lettonie est une autre *Nation balte* ayant subi la domination des *colons allemands*. La christianisation des populations païennes des côtes baltes, - des prussiens aux estoniens de l'époque, - et tout ce qui va avec, - a été l'œuvre des «*Croisés*» en mal de conquête moyen-orientale, qui s'y sont attaqués, sous la houlette du pape Innocent 3^{ème}, et portant des surnoms très engageants tels *Chevaliers teutoniques* et *Chevaliers porte-glaives*. Ces matadors constitueront cette *noblesse allemande* qui, au départ sous la tutelle des évêques papistes, s'adaptera à tous les conquérants (4), jusqu'à ce

(4) Il me semble que l'adhésion des barons baltes à la confession protestante luthérienne, sous l'influence des conquérants suédois au 15^{ème} siècle, a été le début de l'adaptation de ces ex-papistes à ce que l'on peut qualifier de «*permanence du Pouvoir*», ou «*permanence de l'État*». A suivre.

que les populations assujetties s'en émancipent, et les assimilent à l'*Empire allemand* aux moments de ses défaites (5). Si vous ne savez pas pourquoi dans l'est de l'Allemagne, que soit après la première puis après la seconde guerre mondiale, et encore de nos jours, émanent des relents nationalistes des pires que nous ayons connus, retrempez-vous dans l'Histoire de ces populations baltes, et du sort qui fut celui de leurs oppresseurs dits «*allemands*», et actuellement *allemands* tout-de-même...

A début du 18^{ème} siècle, l'*Empire russe* assujettit les populations lettones, toujours avec l'aide des «*barons baltes*».

Comme en bien d'autres lieux, Finlande ou Estonie vus précédemment, le fait national se développe durant le 19^{ème} siècle sous les aspects linguistiques et culturels. L'*Empire russe* y répondra par sa volonté de «*russification*» des populations des provinces périphériques, comme nous l'avons vu précédemment. Dans le même temps, l'*Empire allemand* aida, au nom du *pan-germanisme*, à une *germanisation* linguistique de la population allo-gène (6) (7).

Les révolutions de 1905 et 1917 en Lettonie se déroulent à peu près de la même façon que dans les autres régions périphériques de l'Empire russe: les revendications démocratiques, les revendications sociales et les revendications nationales s'y affirment de toutes les manières que les intéressés décident. Si la mise en place d'un État indépendant ne fut pas immédiate, elle le doit d'une part au processus choisi par les formations politiques locales favorables à l'indépendance, d'autre part au fait que le *traité de Brest-Litovsk* partageait la Lettonie entre les deux empires en attribuant la plus grande part du territoire letton à l'*Empire allemand*, et que celui-ci l'occupa dès la signature du traité (mars 1918), jusqu'à sa défaite à l'ouest, en novembre 1918.

Le 18 novembre 1918, l'indépendance est proclamée par les nationalistes. Le 19 novembre, les bolcheviques lettons proclament une *République socialiste soviétique de Lettonie*. La guerre civile qui s'en suit dure jusqu'en 1920. Les nationalistes lettons obtiendront l'aide d'une «*armée allemande*» composée à la fois d'anciennes troupes régulières et de volontaires, dits «*corps-francs*» (8). Sitôt les troupes bolcheviques défaites, ces troupes se retournèrent contre les nationalistes, leur but terminal étant avant tout, en appuyant les «*armées blanches*» russes, de rétablir le régime tsariste. Grâce à l'aide des nationalistes estoniens, «*l'armée allemande*» sera défaite définitivement le 22 juin 1919, les anciennes troupes régulières allemandes priées de quitter le territoire, et les «*lettons-allemands*» incorporés à l'armée nationale lettone (9). S'en suivra une victoire définitive sur l'*Empire russe bolchevique*, les «*régiments lettons*» qui firent l'essentiel de la prise du palais impérial russe d'hiver à Petrograd en novembre 1917 ayant été

dispersé sur d'autres fronts: *plus fiables!*

Le 1^{er} mai 1920, l'*Assemblée constituante* lettone proclame, une fois encore, l'indépendance de la *République de Lettonie*. Elle finit par être reconnue par l'*Empire russe* le 11 août 1920, et par les alliés de l'*Entente*, le 21 janvier 1921 seulement (10)!

Selon les clauses particulières du *Pacte germano-soviétique* du 23 août 1939, la Lettonie, elle aussi, est classée dans la zone d'influence russe, et, à partir du 24 septembre, se voit imposer un protectorat très intrusif. Le 17 juin 1940, pour elle aussi, cette situation se transforma en une occupation militaire totale, le 6 août 1940 en une annexion après un référendum ad hoc.

Du 22 juin au 10 juillet 1941, l'*Empire allemand* envahit la Lettonie dans le cadre de l'*Opération Barbarossa*. La Lettonie est intégrée au *Commissariat impérial des Terres de l'est (Reichskommissariat Ostland)*, avec l'Estonie et la Lituanie.

Du milieu de l'année 1944 à la capitulation de l'*Empire allemand*, l'*Empire russe* reconquière l'Estonie, qu'il réintègre dans l'U.R.S.S.

Durant la phase précédent l'effondrement définitif de l'U.R.S.S. le fait national reprend le dessus.

(5) Cette remarque vaut également pour les allemands installés dans d'autres régions (et leurs descendants), telles l'Ukraine.

(6) Il faut préciser ici que la présence «*allemande*» dite des «*barons baltes*» était plus importante qu'en Estonie, qu'une influence directe de l'*Empire allemand* y était sans doute plus sensible, et que la *germanisation* y était sans doute plus aisée à mettre en œuvre.

(7) Une théorie étrange voudrait que le *pan-germanisme* fut une réponse au *pan-slavisme*. Aucun Empire n'a besoin de justifier l'«*assimilation*» des populations qu'il asservit par les pratiques d'un autre; tous pratiquent de la même façon: occupation, dépossession, assimilation, extermination, - chaque étape dépendant de la réussite ou non de la précédente. A la question: *Qui peut avoir à justifier l'Empire allemand de cette époque au détriment de l'Empire russe de la même époque, et, simultanément, ignorer le pan-slavisme de l'Empire russe qui suivit?* Je n'y vois que les soutiens de l'*Empire allemand d'époque*, adversaire de l'*Empire russe d'époque*, mais amis de l'*Empire russe* de l'époque suivante: les amis de messieurs Marx, Engels, Lénine, entre autres. La dialecte de cette engeance est bien cruelle.

(8) Au moment de la première déclaration d'indépendance, les nationalistes lettons promirent aux «*allemands*» de Lettonie la nationalité lettone s'ils combattaient avec eux. Ils se sont notamment retrouvés dans ces «*corps-francs*».

(9) Qu'après la débandade de l'*Armée blanche* germanique un tel phénomène s'avéra possible peut sembler surprenant, mais les circonstances aussi étranges qu'elles paraissent sont effectivement bien surprenantes. Peut-être l'ont-elle bien été pour les intéressés eux-mêmes! Le résultat ne s'explique pas par une dialectique quelconque, mais par une analyse de la situation sociale des populations, et des circonstances extrêmement détaillées dans lesquels elles se sont trouvées. Les points de vue de Berlin ou de Moscou n'ont aucune importance.

(10) La reconstitution d'un *Empire russe* non-bolchevique était leur priorité en ces temps-là, ne l'oublions pas.

Les nationalistes remportent les premières élections libre au printemps 1990, le «*Soviet suprême*» décidant en conséquence, le 4 mai, la «*restauration*» de la Lettonie «*dans une forme à déterminer*» (début de la période dite «*transitoire*»). Le 20 janvier 1991, le coup-d'État Gorbatchev est également tenté à Riga, mais la mobilisation de la population le déjoue, barricadant la ville et forçant les chars à s'en retirer. Le référendum d'autodétermination prévu par la déclaration du 4 mai 1990 se déroula au printemps 1991: avec plus de 87% de participation et plus de 73% des suffrages exprimés, l'indépendance est adoptée. Après le coup-d'État foiré des «*vieux-sbires du K.G.B.*», le 19 août 1991, la fin de la «*période transitoire*» est sonnée, la République est restaurée le lendemain, et la constitution de 1922 remise en service.

Bien plus qu'en Estonie, les exactions des empires auront causés des dommages dans la composition de la population. Actuellement, s'il n'y a plus «*d'allemands*» en Lettonie, il n'y a plus non plus de «*juifs*» ni de «*roms*», particulièrement exterminés par le *Troisième Empire allemand*. Les déportations en Sibérie d'adversaire de l'*Empire russe bolchevique* ont également fait nombre. Si comme en Estonie, la langue lettone est la seule langue officielle, il existe cependant une population importante russophone d'origine non-lettone. Les événements récents et l'avenir nous diront si cette population continue de se «*lettoniser*» en défi à la politique actuelle de l'*Empire russe*.

(A suivre).